

Le 9 novembre 1932, il y a 77 ans, l'armée suisse tire sans sommation contre des manifestants protestant contre la tenue d'un meeting fasciste, treize personnes sont tuées sur la plaine de Plainpalais. Nous avons un devoir de mémoire.

se souvenir et agir

lundi 9 novembre 2009

près de la Pierre sur la Plaine de Plainpalais dès 17 h 30
vers le Carrefour des 23-Cantons

allocutions & soupe

18h34 hommage par citation

des treize victimes du 9 novembre 1932



Le devoir de mémoire que nous revendiquons et assumons collectivement chaque année autour de la Pierre nous rappelle que lorsque la mémoire collective s'élabore progressivement, en fonction des événements et des rapports sociaux, librement. Ses lieux et rituels n'existent que parce qu'ils sont l'expression d'un groupe.

Le rassemblement annuel des forces de gauche rappelle que 4000 à 5000 personnes ont participé à une contre-manifestation le 9 novembre 1932.

Il s'agissait de protester contre la tenue d'une réunion de l'Union nationale à la salle communale de Plainpalais, « au cours de laquelle il sera procédé à la mise en accusation des sieurs Nicole et Dicker », sur le mode des procès publics instaurés en Allemagne par les nazis (cf. Claude Torracinta, Genève 1930-1939, Le temps des passions, Tribune Editions, 1978).

Ce soir-là, la troupe rassemblée dos au mur du Palais des expositions, sur le commandement du Major Perret, a ouvert le feu : 150 coups sont tirés provoquant la mort de 13 personnes et en blessant 65.

Ce sont bien 4000 à 5000 personnes, anonymes pour la plupart, des citoyens et citoyennes ordinaires, qui se sont élevées pour protester contre une campagne d'extrême droite sans précédent et pour clamer haut et fort leur soutien à des valeurs de gauche et démocratiques.

Jusqu'en 1914, les étrangers, particulièrement les Français et les Italiens, représentent en effet plus du tiers de la population, sans droit de vote bien évidemment. Comme le souligne Albert Picot lui-même : «Genève est bien une démocratie par sa constitution, mais une oligarchie bourgeoise par l'exclusion de ses habitants ouvriers. La lutte politique se livre avant tout entre clans de classes moyennes.»

La guerre de 1914 va changer la donne avec le départ progressif des étrangers remplacés par des Confédérés venus en majorité de cantons catholiques. De 46'000 en 1914, ils sont 75'000 20 ans plus tard pour 64'000 Genevois. Ce sont des proches, mais «étrangers» eux aussi !

Goerges Oltramare dira : « Lisez la chronique des faits divers, vous serez édifiés. Le 2 mars, la police a arrêté un Neuchâtelois pour vagabondage, une domestique fribourgeoise (...). vous chercherez en vain le nom d'un Genevois. »

A cette fermeture à l'autre, s'ajoute une crise des finances publiques. Les classes aisées paient peu d'impôts.

En 1923, l'Etat est incapable de payer ses fonctionnaires et de rembourser ses créanciers. Cette année-là, l'Union de défense économique obtient 24 sièges au Grand Conseil; elle exprime notamment l'inquiétude face aux changements sociaux et à la montée de la gauche.

L'UDE deviendra l'Union nationale de Georges Oltramare, organisation d'extrême-droite, « un véritable fascisme genevois ». Oltramare « n'a pas de véritable doctrine, ni de programme cohérent, se contentant d'une idéologie aux contours flous et essentiellement négative. ».

En 1934, le salut fasciste est adopté. Jacques Dicker est l'objet d'une violente campagne antisémite.

La crise est mondiale; à partir de 1931, le recul des affaires est général en Suisse; tous les secteurs économiques sont touchés. En cinq ans, la Suisse compte cinq fois plus de chômeurs. S'ajoute le scandale de la Banque de Genève.

C'est notamment dans ce climat de tensions sociales qu'il faut relire les événements du 9 novembre 1932.

Comment dès lors revendiquer cette filiation collective dans nos inser-

tions d'aujourd'hui que nous commémorons chaque année, sans nous élever à notre tour contre toutes les formes de populisme que connaît notre canton ?

Je ne tirerai pas de parallélisme terme à terme, mais pourtant, la crise économique mondiale renoue avec son lot de précaires et d'exclues, alors même que les richesses s'accumulent et que des boni faramineux se distribuent : la fracture sociale s'accroît.

Les salarié-e-s ont peur et acceptent à leur tour des diminutions de salaire; le travail sur appel augmente et les CCT sont remises en cause. La liberté syndicale est bafouée.

C'est alors que les invectives du MCG font mouche : bien qu'aucune proposition ne soit avancée, le frontalière est désigné comme du bouc-émissaire.

Ce lieu de mémoire qu'est la Pierre n'est pas un seul lieu de commémoration; il nous invite de manière récurrente à nous redresser, à réaffirmer les valeurs de démocratie et de solidarité.

Il nous enjoint d'être sur le terrain et de répondre aux préoccupations des hommes et des femmes au quotidien.

Il nous rappelle que l'unité de l'ensemble des forces de gauche peut être plus qu'un mot : un projet commun pour construire une société fondée sur le respect et l'égalité des droits.

Plus que jamais **résister** est une posture intellectuelle que nous devons revendiquer et incarner !

C'est ainsi que la mémoire collective prend sens par rapport à celles et ceux auxquels en ce 9 novembre nous rendrons hommage.

Nicole Valiquier

Communauté genevoise d'action syndicale
Parti du travail
Parti socialiste genevois
solidaritéS
Les Verts, parti écologiste genevois
Les Communistes
Groupe pour une Suisse sans armée
Association de soutien aux combattants
des Brigades internationales
Comité Amérique centrale

Les 13 victimes de la tuerie du 9 novembre 1932 : **Henri Fürst**, 38 ans, mécanicien, président du Parti communiste genevois (le premier à avoir été abattu) - **Francis Clerc**, 54 ans, fraiseur (dont le fils faisait partie des recrues venues de Lausanne) - **Edouard Quillet**, 34 ans, employé à l'Armée du Salut - **Edmond Junod**, 29 ans, mécanicien - **Jean-Pierre Larderaz**, 23 ans, employé de commerce - **Emile Henry**, 55 ans, batelier - **Gabriel Loup**, 57 ans, patron boulanger - **Oscar Maurer**, 25 ans, employé de banque (tué alors qu'il sortait des cours du soir) - **Emile Guignet**, 27 ans - **Melchior Allemann**, 31 ans, employé d'hôtel, militant socialiste - **Hans Brugger**, 28 ans - **Alphonse Kolly**, 41 ans - **Marius Rattaz**, 36 ans, régent principal à Chêne-Bourg, mort le 14 novembre des suites de ses blessures.